Mandat : Phase II – Évaluation de l'état de préparation des marchés accordés au nom de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19

CONTEXTE DE LA MISSION

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclare que l'urgence sanitaire liée à la COVID-19 a atteint l'ampleur d'une pandémie. Cette déclaration a créé une vague de panique mondiale, entraînant une demande extrêmement élevée pour l'équipement de protection individuelle (EPI) dans le monde entier. Le Canada a dû agir rapidement pour se procurer les biens nécessaires qui contribueraient à assurer la sécurité de la population canadienne. La concurrence sur les marchés mondiaux était féroce pour conclure des marchés à volume et à valeur élevée afin d'obtenir de l'EPI essentiel, tels que gants, blouses, masques et autres fournitures.

Le Bureau de l'audit et de l'évaluation (BAE) a procédé à une évaluation de l'état de préparation (mission de consultation) d'une série de dossiers de marchés conclus dans le cadre des mesures d'urgence décrites ci-dessus afin d'aider le ministère à se préparer à un audit du Bureau du vérificateur général du Canada (BVG). Le travail effectué par le BAE couvrait la période du 13 février 2020 au 30 avril 2020.

Dans ce contexte d'acquisitions d'urgence, les responsables de projet ou les gestionnaires de centre de coûts de l'ASPC devaient veiller à ce qu'ils aient les fonds suffisants pour faire l'acquisition d'EPI et à ce que les exigences en matière d'extrants soient claires pour limiter au maximum le jugement discrétionnaire. Ils devaient aussi voir à ce que les marchés sont gérés avec probité dans l'utilisation des fonds publics et que l'État reçoive les biens (ou services) selon les exigences spécifiées dans les marchés.

Les discussions avec les responsables de projet et les gestionnaires de centre de coûts ont révélé les difficultés et les implications de l'acquisition d'urgence d'énormes volumes de marchandises pour le Canada, dans un contexte de pandémie mondiale. Parmi les problèmes rencontrés, citons le fait que des fournisseurs canadiens insistaient pour être payés en dollars américains, les marchés prépayés, l'absence de dates de livraison garanties et les modifications au droit fiscal pendant la durée du marché. Par conséquent, l'ASPC a mis en place des mesures de contrôle provisoires, fondées sur le risque, afin de trouver un équilibre entre la marge de manœuvre requise pour l'approvisionnement et la nécessité de se doter de contrôles.

OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif est de cerner les lacunes dans la documentation des dossiers d'approvisionnement liés à COVID-19.

PORTÉE DE LA MISSION

Les contrats examinés couvrent la période à partir du 1er mai 2020.

Six catégories de marchés seront visées : ventilateurs, vaccins, contrats de

laboratoire pour les fournitures et le matériel, masques N95, blouses et écouvillons.

CRITÈRES DE LA MISSION

Les activités d'approvisionnement seront examinées dans le contexte des politiques et des règlements du gouvernement fédéral, ainsi que des politiques et des procédures de Santé Canada (en tant que fournisseur de services partagés) et des pratiques exemplaires du secteur public, pour vérifier si les dossiers de marchés ont été dûment établis pour étayer les décisions prises et le plan d'action suivi dans le cadre de l'intervention contre la COVID-19.

AUTORITÉ, DÉMARCHE ET MÉTHODOLOGIE DE LA MISSION

Cette mission d'évaluation de l'état de préparation sera menée d'une manière généralement conforme à la Politique sur l'audit interne du gouvernement fédéral et aux Normes relatives à la vérification interne au sein du gouvernement du Canada. Même si la fonction d'audit interne fournira des conseils pendant et après la mission, aucune responsabilité de gestion n'est assumée.

Il s'agit d'un projet concerté, et les résultats seront validés avec les parties concernées.

ÉCHÉANCIER

2020					
Sept.		Oct.		Nov.	
	Se	Sept.			

BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ

DGDPF

Carlo Beaudoin, dirigeant principal des finances

PRINCIPALES PERSONNES-RESSOURCES

DGDPF

Hongchao Wang, DG par intérim, Opérations financières Suzanne Hall, conseillère principale en politiques

ÉQUIPE DE MISSION

BAE

Darren Horne, directeur exécutif Sophie Lalonde, gestionnaire d'audit par intérim Vérificateurs : Zineb Cherkaoui, Erin Robichaud